

ACTION URGENTE

UN HOMME LUTTANT POUR OBTENIR JUSTICE CRAINT POUR SA VIE
Un coup de feu a été tiré en direction de Josilmar Macário dos Santos. Cet homme craint pour sa vie depuis qu'il a reçu des menaces de mort liées à la campagne qu'il mène afin d'obtenir justice pour son frère, Josenildo dos Santos, qui aurait été tué par des policiers en avril 2009.

Le 7 mai 2010, un coup de feu a été tiré par un inconnu en direction de **Josilmar Macário dos Santos** alors que ce dernier était au volant de son taxi et roulait sur un viaduc dans le quartier de Catumbi, à Rio de Janeiro, au Brésil. Josilmar Macário dos Santos n'a pas été blessé, mais le coup de feu a fait voler en éclat le pare-brise avant du taxi. Cette attaque a eu lieu alors que se poursuivent les audiences du procès contre quatre policiers accusés d'avoir tué six jeunes hommes, dont Josenildo dos Santos. Des témoins des homicides ont déclaré que Josenildo dos Santos n'était pas armé lorsque des policiers lui ont tiré une balle à l'arrière du crâne. Voyant que cette affaire ne faisait pas l'objet d'une enquête en bonne et due forme, Josilmar Macário dos Santos, soutenu par une ONG, a commencé à mener ses propres investigations.

Les policiers ont finalement été inculpés sur la base des éléments rassemblés par Josilmar Macário dos Santos, et leur procès a débuté en mars 2010. Ils sont toujours en service actif au sein d'un *batalhão* de la police locale. L'attaque du 7 mai est la dernière tentative en date pour intimider Josilmar Macário dos Santos et sa famille. Cet homme n'a pas obtenu de protection efficace malgré ses demandes en ce sens après le coup de feu, et il craint désormais pour sa vie.

Le 8 février 2010, des policiers ont fait irruption chez la sœur de Josilmar Macário dos Santos et un autre membre de sa famille dans la favela (bidonville) de Coroa à Rio de Janeiro. Lors de cette opération violente, au cours de laquelle deux jeunes hommes ont été tués, des policiers auraient déclaré que si les proches de Josilmar Macário dos Santos n'avaient pas été chez eux, à l'abri, ils auraient été tués. Les 30 avril et 1^{er} mai 2010, la police a mené d'autres opérations dans cette favela. Dans les rues, des agents ont arraché à l'aide de couteaux des affiches qui annonçaient la date de l'audience des quatre policiers. Pendant qu'ils arrachaient les affiches, des personnes les ont entendus dire qu'ils devraient utiliser leurs couteaux pour couper la tête de ceux qui les avaient posées.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en portugais ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à fournir immédiatement à Josilmar Macário dos Santos et à sa famille une protection totale, conforme à leurs besoins et à leurs souhaits ;
- priez-les instamment de mener une enquête exhaustive sur les menaces dont Josilmar Macário dos Santos et sa famille ont fait l'objet, et de traduire les responsables présumés en justice ;
- incitez-les à suspendre immédiatement les policiers accusés de l'homicide de Josenildo dos Santos en attendant la fin de leur procès et, s'ils ont une part de responsabilité dans les menaces qu'a reçues Josilmar Macário dos Santos, demandez leur placement en détention préventive.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 25 JUIN 2010 À :

Secrétaire spécial aux droits humains
du Brésil :

Exmo. Secretário Especial
Sr. Paulo de Tarso Vannuchi
Esplanada dos Ministérios - Bloco "T"
- 4º andar, 70064-900 – Brasília /
DF, Brésil

Fax : + 55 61 2025 3464

Formule d'appel : *Exmo. Sr.*

*Secretário / Monsieur le Secrétaire
spécial aux droits humains*

Gouverneur de Rio de Janeiro :

Exmo. Governor Rio de Janeiro
Señor Sérgio de Oliveira Cabral
Santos Filho
Palácio Guanabara, Rua Pinheiro
Machado, s/nº Laranjeiras
22.238-900 – Rio de Janeiro/RJ,
Brésil

Fax : + 55 21 2334 3559

Copies :

*A Rede de Comunidades e
Movimentos contra a Violência*
Rua Senador Dantas, 20, sala 1407 –
Centro – Rio de Janeiro
CEP 20031-203

Téléphone : (21) 2210 2906

Courriel :

redecontraviolencia@uol.com.br

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Brésil dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN HOMME LUTTANT POUR OBTENIR JUSTICE CRAINT POUR SA VIE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Josilmar Macário dos Santos a signalé à la police, au parquet et à la commission d'État pour les droits humains que quelqu'un avait tiré en direction de son taxi. Le secrétaire spécial aux Droits humains a recommandé qu'il bénéficie du programme national en faveur des défenseurs des droits humains, qui offre une protection pour les défenseurs en danger. Mais au lieu de cela, Josilmar Macário dos Santos s'est vu proposer une place dans le système de protection des témoins, PROVITA. Cette solution exigerait qu'il parte de chez lui et endosse une nouvelle identité, ce qui représenterait un obstacle essentiel à la fois pour sa lutte pour obtenir justice pour son frère, mais aussi pour son travail au sein de l'ONG locale Réseau des communautés et des mouvements contre la violence (*Rede de Comunidades e Movimentos Contra a Violência*), qui met en avant les cas de violences policières.

Depuis que Josilmar Macário dos Santos a commencé à recevoir des menaces, trois de ses frères et sœurs sont partis vivre ailleurs.

Les opérations de maintien de l'ordre brutales font partie du paysage urbain brésilien depuis des dizaines d'années. Dans des villes comme Rio de Janeiro, les populations pauvres restent prises au piège entre les bandes criminelles régnant sur leurs quartiers et la police, qui fait usage de méthodes violentes et discriminatoires. Bon nombre d'habitants de ces quartiers vivent de ce fait dans une situation endémique de misère sociale et économique. À Rio de Janeiro, les homicides imputables à la police atteignent un taux supérieur à 1 000 par an. Une étude menée par l'Institut de sécurité publique, rattaché au Secrétariat de sécurité publique de l'État de Rio de Janeiro, a révélé que, entre janvier 1998 et septembre 2009, 10 216 personnes avaient été tuées dans cet État au cours de faits enregistrés sous la désignation d'« actes de rébellion ». Parmi ces affaires, très peu ont fait l'objet d'une enquête, et seuls quelques policiers ont été poursuivis. Les proches de victimes qui tentent de lutter pour obtenir justice sont souvent menacés ou intimidés.

L'ONG locale Réseau des communautés et des mouvements contre la violence, qui rassemble des proches de victimes de violences policières, milite contre l'impunité pour les violations des droits humains commises par la police. Lors d'une rencontre avec cette ONG en décembre 2009, Amnesty International a recueilli les témoignages de plusieurs proches de victimes de violences policières. Au cours de cette rencontre, Josilmar Macário dos Santos a expliqué que face à l'inertie des autorités dans le cas de l'homicide de son frère, sa famille et lui ont décidé de rassembler seuls des éléments de preuve dans le but d'intenter un procès contre les policiers. Le fait qu'il soit parvenu à amener cette affaire devant la justice est emblématique du courage et de la persévérance dont font preuve les victimes confrontées à la violence et à l'intimidation.

AU 115/10, AMR 19/006/2010, 14 mai 2010

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

